Messieurs, vous avez à examiner la conduite des officiers municipaux, relativement aux événements du 20 juin dernier ; qu'ont-ils dû faire ? Qu'ont-ils fait pour empêcher ces événements ? Les lois de la police administrative, un grand nombre de rapports et de dénonciations, les déclarations judiciaires qui sont spécialement renvoyées à votre examen par un des juges de paix de Paris, vous obligent d'éclaircir ces questions.

Les faits de la journée du 20, qui paraissent constatés par la notoriété, et aussi par des témoignages authentiques, sont :

1° Que deux rassemblements considérables d'hommes armés se sont formés, l'un au faubourg Saint-Antoine, l'autre au faubourg Saint-Marceau, et qu'ils sont venus, précédés de canons, à l'Assemblée nationale et au château des Tuileries ;

2° Que la porte qui conduit du passage des Feuillants au jardin des Tuileries a été forcée ;

3° Qu'une partie du rassemblement, précédée de son canon, a été introduite dans la place du Carrousel, malgré la consigne qui avait fait investir cette place, et en avait défendu l'entrée ; que le canon de cet attroupement a été braqué contre la porte Royale ;

4° Que la porte Royale a été ouverte sans ordres, ou, malgré des ordres contraires, par un canonnier ou grenadier ;

5° Qu'un canon de rassemblement a été introduit dans la salle des Cent-Suisses, et le tambour de la porte haché ainsi qu'une autre porte donnant sur la terrasse du jardin ;

6° Qu'il a été enfoncé, cassé ou haché dans l'appartement du prince royal quatre portes ; dans l'appartement de Madame, fille du roi, aussi quatre portes, dont deux d'armoires ; dans l'appartement du roi, la porte d'entrée de l'Oeil-de-bœuf, tous les panneaux des croisées de la même pièce, tant du côté de la cour que du côté du jardin ; que tout le papier du corridor qui conduit de cette salle au petit escalier a été déchiré ;

7° Que le rassemblement tout entier est entré dans les appartements du roi et les a traversés ;

8° Que plusieurs voix se sont élevées violemment du sein de la multitude rassemblée dans les appartements pour demander au roi la révocation du veto apposé par lui sur deux décrets, et le rappel des ministres ;

9° Que plusieurs particuliers ont adressé au roi des discours violents et menaçants, en présence et tout près du maire de Paris ;

10° Que le bonnet de la liberté a été présenté au roi dans le tumulte, au bout d'une pique.

Je ne parle pas ici de quelques délits privés qui ont été commis clandestinement, auxquels la multitude n'a eu aucune part, tels que le vol d'une épée, d'un pot d'argent et d'un chandelier de cuivre doré.

Voilà les événements de la journée du 20.

Nous n'avons pas à rechercher les auteurs ; ce soin regarde les tribunaux. Plusieurs voix ont accusé les officiers municipaux de n'avoir pas fait leur devoir ; chargé de la police administrative, le département n'a pas à s'occuper que de leur conduite.

Voyons donc quelle a été la conduite des officiers municipaux, et d'abord quels sont en général les devoirs des officiers municipaux, relativement aux attroupements.

Les devoirs des officiers municipaux, relativement aux attroupements, peuvent, ce me semble, se réduire à trois principaux ; les prévenir ; les contenir quand on n'a pu les prévenir ; les réprimer quand on n'a pas pu les contenir. On peut ajouter une quatrième obligation : c'est de modérer et d'arrêter les désordres quand ils ont été inévitables.

Pour déterminer si la municipalité de Paris a rempli ses devoirs, il faut ranger les faits sous trois époques : 1° le rassemblement ou attroupement armé ; 2° le forçement des avenues ou portes extérieures du château ; 3° les événements qui se sont passés dans le château même.

C'est sur l'acte de l'attroupement que pouvait s'exercer le premier devoir de la municipalité ; le devoir de prévenir. C'est sur le forçement des portes et avenues que s'applique le second ; celui d'arrêter ou de contenir. C'est à ce forçement encore et aux actes qui se sont passés dans l'intérieur du château que s'applique le troisième,

Qu'a fait la municipalité pour prévenir le rassemblement ? Le 16 juin le conseil général de la commune l'improvisait par une délibération. Le 18 au soir la municipalité apprend que sa délibération ne suspend pas le projet, et M. le maire me l'adresse pour que je la soumette au directoire du département. Le 19 le directoire confirme et fortifie les dispositions du conseil général de la commune, par un arrêté développé et positif. M. le maire, présent à la rédaction de cet arrêté, donne, en conséquence, une réquisition générale au commandant général pour qu'il fasse toutes les dispositions nécessaires à la tranquillité publique. Le soir, les commandants de bataillons des deux faubourgs sont convoqués et rassemblés à la mairie : MM. Alexandre et Santerre assurent M. le maire « que rien ne pouvait empêcher la garde nationale et les citoyens de toutes armes de marcher. » Sur cet avis, M. le maire et les administrateurs de la police proposent au directoire d'approuver que toutes les armes se rangent autour de la garde nationale, et marchent sous la direction de ses chefs. J'observe, en passant, que cette idée paraît avoir été suggérée à M. le maire par un des citoyens qui se sont montrés les plus affectés des événements du 20, qui y ont opposé la plus forte résistance, et qui ont toujours manifesté le plus de respect pour l'ordre et la loi ; je veux dire M. Saint-Prix, commandant du bataillon du Val-de-Grâce.

C'est dans un rapport de M. Saint-Prix même que je trouve l'indication de ce fait ; entre onze heures et minuit, le 19, il disait à M. le maire, que dans le cas où les citoyens ne consentiraient pas à se dessaisir de leurs armes (et ce cas était celui qu'avaient prédit MM. Santerre et Alexandre, celui qui est arrivé le lendemain, malgré les représentations des administrateurs de police), il faudrait qu'il obtînt des citoyens qu'ils les déposassent avant d'entrer à l'Assemblée nationale et chez le roi ; qu'il offrît au peuple, pour garant de sa sûreté, de le précéder avec la municipalité ; qu'alors il pourrait donner l'ordre au commandant général de commander tant de volontaires par bataillon, qui placés, sur le flanc à gauche et à droite de la municipalité, protégeraient la marche des pétitionnaires, et donneraient un caractère d'autant plus imposant à cette démarche, qu'elle serait totalement dans les formes légales. Cet avis a paru frapper, ajoute M. Saint-Prix ; et il y a lieu de le croire, puisqu'en effet c'est à minuit un quart que M. Vignier est venu m'apporter la lettre de M. le maire, qui renfermait une partie de ces propositions.

Le directoire ne les ayant pas approuvées, M. le maire écrit aux commandants de bataillons, le 20 à cinq heures du matin, pour « les prévenir de nouveau qu'ils ne peuvent se réunir en armes ; les engager au nom de leur civisme à se conformer à la lettre du directoire qui persiste dans l'exécution la loi, et à éclairer leurs concitoyens. » Au même instant, il charge plusieurs officiers municipaux de se rendre dans les faubourgs pour y parler au nom de loi. Alors (à cinq heures du matin) les rassemblements étaient déjà considérables. On montre aux officiers municipaux la plus forte résistance. On leur objecte de toutes parts, « qu'on va à l'Assemblée nationale, et que l'Assemblée nationale a bien reçu d'autres députations armées, et leur a fait l'honneur de les laisser défile devant elle. »

Enfin, à neuf heures, le rassemblement étant formé, le corps municipal convoqué par M. le maire, arrête « que le commandant de la garde nationale donnera à l'instant les ordres nécessaires pour rassembler sous les drapeaux les citoyens de tous uniformes et de toutes armes, lesquels marcheront ainsi réunis sous le commandement des officiers de bataillons.

Que peut-on reprocher dans cette conduite à M. le maire, aux administrateurs de police et au procureur de la commune ?

Le procureur de la commune devait, dit-on, donner connaissance de l'arrêté du conseil général au corps municipal.

Il le devait sans doute : l'envoi qui en a été fait au directoire, le 18 au soir, n'en dispensait pas ; car cet arrêté qui n'ordonnait rien et ne faisait que rappeler la loi, n'avait pas besoin d'approbation. Mais, Messieurs, l'omission de cette formalité peut-elle bien être un objet de censure ? Le corps municipal n'est-il pas une partie du conseil général : ce qu'avait fait le conseil général était-il donc étranger au corps municipal et ignoré de ses membres ? Parlerait-on de me suspendre si j'avais omis de notifier au directoire un arrêté du conseil du département ? Et d'ailleurs, M. le maire et les administrateurs de police sont spécialement chargés des dispositions nécessaires pour la sûreté générale dans les cas ordinaires. M. le maire, devait, dit-on, communiquer l'arrêté du corps municipal, du 16, au directoire, et il ne l'a envoyé que le 18 au soir ; mais je le répète, cet arrêté n'ordonnant rien et se bornant à un refus motivé sur la loi, n'avait pas besoin de l'approbation du directoire ; rien n'en rendait l'envoi pressant.

Le maire, dit-on, n'a rien fait, quoique les pétitionnaires, lorsqu'ils se sont retirés du conseil municipal, le 16, eussent annoncé leur persistance.

Mais les pétitionnaires n'étaient pas eux seuls tout le rassemblement projeté ; et M. le maire devait croire que l'arrêté du conseil général serait respecté par le grand nombre.

Mais, ajoute-on, M. le maire n'a pu être longtemps dans cette erreur. Non ; aussi, le 18, m'a-t-il envoyé l'arrêté du 16 avec une note qui en annonçait l'urgence ; le 19, il a concouru avec le directoire à l'arrêté de ce jour ; il a donné une réquisition générale au commandant ; il a mandé les commandants de bataillons ; il leur a écrit encore à cinq heures du matin, le 20, pour leur défendre de marcher en armes ; il a envoyé des officiers municipaux dans les faubourgs pour détourner les citoyens de leur projet.

Mais enfin, ajoute-t-on, le corps municipal a pris, le 20, un arrêté qui est contraire à celui du directoire, du 19, et aux lois.

Au fond, Messieurs, je n'approuve point cet arrêté : non seulement il plaçait sous les drapeaux des hommes non enrôlés ; non seulement il mettait la force réprimante avec la force illégale ; mais il présente l'extrême inconvenance de faire en quelque sorte participer l'autorité publique à une pétition armée, relativement à l'exercice d'une faculté garantie au roi par la Constitution.

Je conviens néanmoins que quand, le 19, à minuit, un administrateur de police vint m'apporter la lettre de ses collègues et de M. le maire, où était proposée cette mesure, elle me parut, comme à M. Saint-Prix, comme aux administrateurs de police, comme à M. le maire, comme à trois députés avec qui j'étais en ce moment, un moyen qu'on pouvait employer dans un désordre inévitable, non pour le réprimer, ou même le faire cesser, mais pour en prévenir les excès. Je le regardai non comme un remède, mais comme un tempérament. J'entendais aussi qu'il n'en serait point fait d'arrêté et qu'un simple ordre serait donné par M. le maire au commandant général. C'est sous ce rapport que j'approuvai la mesure, mais en déclarant encore que je n'entendais pas l'adopter, et que j'allais convoquer le directoire pour en délibérer. Je convoquai, en effet, le directoire à minuit, et la discussion me confirma dans mon opinion.

Mais que conclure de là contre le maire de Paris ?

1° L'arrêté est l'ouvrage du corps municipal, et non de M. le maire ; et une grande preuve que M. le maire n'avait pas regardé son opinion comme un titre suffisant pour ordonner la mesure dont il s'agit, c'est que sur le refus que le directoire, fit, à cinq heures du matin, d'en approuver la proposition, M. le maire réitéra aux commandants de bataillons des faubourgs la défense de marcher en armes. S'il y avait lieu à suspension pour cet arrêté, ce ne serait donc pas M. le maire qu'il faudrait suspendre, mais tous les membres du corps municipal, qui y ont concouru.

2° Cet arrêté n'a pas eu d'exécution, puisque M. le commandant général a déclaré n'en avoir eu une expédition qu'à onze heures, et que personne n'a reçu d'ordres en conséquence de M. le commandant général.

3° Enfin quand cet arrêté a été pris, l'atroupement était l'armé ; ainsi cet arrêté n'a pas été la cause des événements du 20, ni de l'atroupement qui y a donné lieu. Ainsi cet arrêté fût-il irrégulier, dès qu'aucune conséquence bonne ou mauvaise n'en est résultée, il ne doit pas être chargé des

désordres de la journée, ni servir de motifs à les imputer aux officiers municipaux, et particulièrement au maire, au procureur de la commune et aux administrateurs de la police.

4° Enfin, Messieurs, quel que soit le vice, quels qu'aient été les effets de cet arrêté, de cela seul qu'il porte uniquement sur un fait consommé, et qu'il ne règle rien pour l'avenir, vous n'auriez pas le droit de suspendre ses auteurs ou provocateurs. En effet, Messieurs, la suspension ne peut être prononcée contre des administrateurs par des administrations supérieures, que quand deux circonstances indiquées par l'article 19 de la loi du 27 mars 1791, se trouvent réunies dans un même fait, savoir : 1° qu'ils aient fait des arrêtés capables de compromettre la sûreté et la tranquillité publiques ; et 2° que les circonstances soient urgentes, c'est-à-dire, qu'on ait à redouter des malheurs très prochains et résultant des arrêtés mêmes. Cette loi ne peut donc s'appliquer à des circonstances passées, à des troubles qui n'existent plus, à un arrêté qui se rapporte à des faits consommés. L'instruction du 20 août 1790, sur l'organisation des corps administratifs, appelle aussi la suspension un remède qu'on peut employer dans les cas urgents. Mais si c'est un remède, il ne peut être employé que pour le mal présent ou prochain, et non être appliqué comme une punition à un mal passé qui ne peut être cité et châtié qu'au tribunal judiciaire.

Dira-t-on qu'il fallait employer la force dans les deux faubourgs avant que les rassemblements fussent formés, et que le concours de la force avec les exhortations des officiers municipaux, aurait pu arrêter tous désordres ? Ici, Messieurs, je demande comment il était possible d'employer la force ? Des hommes se rassemblent pour présenter une pétition ; on leur oppose la loi qui défend les rassemblements armés ; ils opposent à la loi le Corps législatif qui en reçoit de tels ; ils ajoutent à ce fait des témoignages de patriotisme pur et vif, qui ne permettent aucun soupçon défavorable sur leurs intentions ; et puis, Messieurs, quand ce sont deux faubourgs tout entiers qui se rassemblent, comment y trouver une force réprimante ? et si on ne l'y trouve pas, comment en faire marcher une autre ?

Vous avez préjugé, Messieurs, l'Assemblée nationale a préjugé elle-même dans la journée du 20, que ni la municipalité, ni le directoire, ni la garde nationale n'avaient le pouvoir de prévenir des rassemblements qui s'autorisaient de l'admission de l'Assemblée ; nous avons déclaré, l'Assemblée a reconnu que la responsabilité des officiers municipaux et des administrateurs était à couvert à cet égard.

Après la pétition que nous avons faite, après le décret que nous avons obtenu, comment exerceriez-vous un acte de rigueur sur la municipalité dont vous avez reconnu l'impuissance à mieux faire ?

L'Assemblée nationale, toujours outragée par des détracteurs à gages, a eu quelquefois besoin d'être rassurée sur les dispositions du peuple ; par cette raison, elle a cédé aux empressements du peuple qui a plusieurs fois désiré se montrer devant elle, armé pour la Constitution menacée de toutes parts.

M. le maire pouvait-il faire observer bien rigoureusement la loi dont l'Assemblée nationale croyait avoir de bonnes raisons de se relâcher ? Voilà à quoi l'on peut réduire la question.

§ 2.

La municipalité, qui n'a pu prévenir l'attroupement, a-t-elle pu le contenir, et a-t-elle fait ce qu'il fallait pour cela ?

Quel était d'abord le moyen de contenir ? C'était de garder les avenues du château ; c'était de fermer les portes des cours, celles du château même ; c'était de faire garder ces postes à l'intérieur et à l'extérieur ; c'était d'y porter des hommes fermes, résolus à faire bonne contenance, à se serrer les uns contre les autres, à faire une barrière de leur corps, à présenter une résistance immobile, et à se couvrir de leurs baïonnettes. J'ai vu garder à Metz un magasin à blé pendant dix heures, contre un attroupement de 6000 personnes, par 600 hommes immobiles autour de ce magasin, mais résolus à garder leur poste ; et il m'est démontré que la résistance ferme suffit pour préserver les personnes et les propriétés contre tout attroupement. Maintenant, je demande à qui il appartenait d'ordonner ce service dans la journée du 20 juin. Au seul commandant général, sans doute ; la municipalité n'avait rien à y faire. Mais, dit-on, M. le commandant général avait besoin d'une réquisition ou d'un ordre du maire pour ce service extraordinaire ? Sans doute, répondrai-je, mais le maire l'avait donnée ; il l'avait donné générale, suffisante, complète ; en voici les termes tels que je les trouve dans le rapport de M.

de Romainvilliers : M. le maire chargea le commandant général de tenir les postes au complet, et de doubler ceux des Tuileries et de l'Assemblée nationale, et d'avoir des réserves d'infanterie et de cavalerie, et de prendre toutes les dispositions propres à maintenir la tranquillité publique.

Suivant le rapport du maire, il recommande au commandant général la surveillance la plus active ; il lui écrit de mettre sur pied une force imposante, et de faire des patrouilles tant à pied qu'à cheval.

Sans doute, le maire de Paris, qui n'est pas obligé d'être un tacticien, n'avait pas d'autre ordre à donner. M. de Romainvilliers n'en pouvait demander d'autre. La réquisition dont la formule est indiquée à l'article 22 de la loi du 3 août, n'est faite que pour les magistrats des autres lieux du royaume, qui requièrent la force publique en cas de trouble actuel, et contre des attroupements déjà formés. Elle ne convient pas au maire de Paris, qui en vertu de la loi du 2 novembre, donne des ordres et non des réquisitions au commandant de la garde nationale, dans les cas de service extraordinaire, et qui avait à pourvoir non à des troubles actuels, mais à des troubles seulement prévus.

J'ajoute que le commandant général n'avait évidemment pas besoin d'un autre ordre que celui qu'il rapporte, pour garder, préserver, garantir les avenues, les entrées du château. Cet ordre lui suffisait sans doute pour établir des postes où il en fallait, et lui seul pouvait juger où il en fallait ; et l'établissement de ces postes suffisait pour prévenir tout désordre ; car les troupes postées tiennent du droit de la défense légitime, le droit de présenter des baïonnettes à ceux qui les auraient assaillies, de tirer sur ceux qui auraient tiré ou voulu tirer sur elles. Elles tiennent aussi ce droit de la loi du 3 août 1791, dont l'article 25 porte que les dépositaires de la force publique pourront déployer d'eux-mêmes la force des armes, si des violences sont exercées contre eux, si l'on force leur poste.

Prétendrait-on que le maire devait donner à l'avance une réquisition générale et positive d'action, au moyen de laquelle le commandant général pût lancer la force publique sur l'attroupement, au lieu d'attendre, pour repousser l'attroupement, qu'il se lançât sur la force publique ? Serait-ce là ce que le commandant général entendait par l'ordre précis dont il dit dans son rapport, qu'il aurait eu besoin ? Non sans doute ; cette idée serait trop contraire à la loi, pour qu'on pût la supposer à un chef de la garde nationale de Paris ; car la réquisition d'action ne peut se faire que par le magistrat, et après trois sommations à l'attroupement. Elle ne peut donc ni être un ordre écrit, ni une réquisition générale donnée à l'avance ; et encore une fois, il n'en fallait d'autre au commandant général, que celle d'établir des postes où il était nécessaire d'en avoir, et de veiller à ce qu'ils fussent gardés. Eh ! comment une réquisition positive et locale d'action aurait-elle trouvé des hommes pour l'exécuter, et l'exécuter utilement, puisque M. le commandant général, invisible pendant toute l'action, n'avait pas même eu soin que les postes fussent gardés et défendus ?

Mais, Messieurs, en établissant que les réquisitions données par le maire étaient les seules qu'il pût donner, et suffisantes pour garder le château, si elles eussent été exécutées, je ne veux pas déguiser deux inculpations faites à quelques officiers municipaux, d'avoir donné ou levé les consignes nécessaires.

MM. Hu et Patris ont déclaré qu'on leur avait rapporté que deux officiers municipaux, qu'on ne leur a pas désignés, avaient donné au guichet du Louvre la consigne de laisser entrer, dans le Carrousel, toutes les personnes armées qui se présenteraient, et M. Pierre Mussey, commandant en second du bataillon du petit Saint-Antoine, un grenadier et quatre fusilliers de ce même bataillon, ont déclaré devant le juge de paix de la section du Roi-de-Sicile, qu'ils ont vu donner cet ordre par deux officiers municipaux, dont l'un doit être M. Mouchet.

Encore, Messieurs, que la place du Carrousel ne fasse pas partie de la demeure du roi, cependant comme on l'avait entourée de gardes pour fermer d'autant les avenues du château, et que c'est par là que l'attroupement est entré dans le château, comme il y a d'ailleurs, quelque chose de très extraordinaire à la consigne de ne laisser entrer dans cette enceinte que des gens armés, je pense que ce fait doit être communiqué à M. Mouchet, pour avoir les détails qu'il est en état de donner à ce sujet.

L'autre fait, au sujet duquel on inculpe deux officiers municipaux, c'est l'ouverture de la porte Royale. M. de La Reynie a déclaré, devant le juge de paix de la section du Roi-de-Sicile, que deux hommes en écharpes aux trois couleurs, dont il reconnaît un pour être le sieur Boucher René, et l'autre a été

nommé par les spectateurs le sieur Sergent, ont ordonné (c'est à la porte Royale que le déclarant place la scène) d'un ton très impérieux, pour ne pas dire insolent, d'ouvrir les portes, ajoutant que personne n'avait le droit de les fermer, et que tout citoyen avait celui d'entrer, que les portes ont été effectivement ouvertes par la garde nationale, et qu'alors Santerre et sa troupe se sont précipités en désordre dans les cours.

Cette déclaration, à la suite de laquelle sont attestés encore d'autres faits notoirement faux, est elle-même une fausseté. 1° Il est bien certain que M. Sergent, était à la mairie lorsque l'entrée du château a été forcée ; et il y est revenu seulement avec M. le maire, vers les cinq heures ; 2° M. Boucher René déclare que, s'étant transporté à la porte Royale, « il harangua le peuple sur le seuil du guichet, et lui représenta qu'il ne devait pas entrer en armes chez le roi, et qu'il ne pourrait y entrer que vingt députés » il ajoute que le guichet ayant été fermé un moment après, on frappa à coups redoublés, on ébranla la porte, et qu'alors un canonnier leva la bascule ou traverse qui assujettissait les deux battants. Il ajoute qu'il n'a vu le canonnier qu'au dos. Ce rapport est entièrement confirmé par le témoignage du suisse de la porte Royale, dont l'intendant de la liste civile vous a fait passer la déclaration. Il atteste notamment que l'officier municipal a parlé au peuple pour l'engager à se retirer ; mais que, dans l'instant même, le peuple voulant forcer, les deux sentinelles, dont un grenadier, ont levé les bascules de la grande porte qui a été ainsi ouverte, et par laquelle la roule est entrée.

Ainsi, Messieurs, la déposition de M. de La Reynie, détruite par elle-même, l'est encore par d'autres témoignages positifs.

Ainsi, il ne reste, relativement à ce fait, aucun nuage sur la conduite des officiers municipaux ; ainsi, il est démontré que ni eux, ni M. le maire, ne peuvent être responsables du forçement des portes du château.

§ 3.

Il me reste, Messieurs, à examiner si, malgré les ordres du maire, l'attroupement n'ayant pas été contenu, il était possible de le réprimer après le forçement des portes du château ; c'est à-dire, s'il était possible de faire aux troupes la réquisition d'action, la réquisition de tirer sur l'attroupement.

Je demande d'abord, Messieurs, que dans le fait la garde du château n'ayant pas opposé de résistance à l'entrée, la salle des gardes s'étant même trouvée abandonnée au moment où les appartements ont été forçés, comment la municipalité ou le maire auraient-ils pu faire à temps la réquisition d'action ?

Cette observation est fortifiée par les principes. Il est évident d'abord que la répression ne peut être employée quand elle tourne nécessairement contre ceux mêmes qu'elle a pour objet de préserver. Or, il est évident que la foule une fois introduite au château, et confondue avec la garde du roi, avec ses domestiques, il n'y avait plus de moyen de répression praticable sans les compromettre. Frapper dans le château un seul homme, cet homme fût-il coupable, c'était irriter, c'était compromettre la sûreté du roi lui-même.

Observez enfin, Messieurs, non seulement que le rassemblement parti des faubourgs avait, en général, des intentions très pures, très patriotiques ; mais encore que, parvenu à la porte royale, il était grossi d'une foule de citoyens paisibles, de femmes et d'enfants entraînés dans le très long intervalle des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marcel à l'Assemblée nationale, soit par la curiosité, soit par l'idée qu'ils assistaient à une fête civique, soit par l'empressement de porter à l'Assemblée nationale un témoignage de respect, soit enfin par contrainte ; car les séditieux ont toujours soin de faire marcher au milieu d'eux des hommes faibles, des femmes, des enfants qui sont leurs victimes et non leurs complices. Tel était ce rassemblement sur lequel on demanda qu'il fallait jeter la mort pour frapper la poignée de séditieux qui avaient résolu de forcer le château.

J'ai dit que les devoirs des officiers municipaux, relativement aux attroupements, peuvent se réduire à trois : prévenir les attroupements, les contenir quand on n'a pu les prévenir, les réprimer quand on n'a pu les prévenir ni les contenir. Je dois ajouter que ces trois devoirs sont indivisibles : la loi les a réunis ; la sûreté publique veut qu'ils le soient ; l'intérêt de ceux qui en sont chargés le demande aussi. En effet, prévenir ou contenir un attroupement séditieux n'est pas toujours possible ; le contenir est toujours très difficile ; le réprimer peut donc être nécessaire. Le magistrat de police doit donc être

obligé d'employer la force, quand les deux autres moyens ont été sans succès, ou que l'attroupement s'est fait soudainement et par cette raison n'est composée que de séditieux. Mais réprimer un attroupement, c'est répandre du sang, essayer de le contenir, n'est souvent que compromettre et la force et la loi. Le prévenir est sans contredit ce qu'il y a de plus juste, de plus humain ; c'est aussi ce qu'il y a de plus facile et de plus sûr. Le magistrat de police doit donc avoir la faculté, être même obligé de s'opposer aux attroupements, avant de pouvoir recourir aux moyens extrêmes de la répression. Il doit donc pouvoir éclairer les volontés dès qu'elles tenaient à troubler l'ordre public, se présenter aux groupes qui se forment avant qu'ils s'échauffent ; y porter la lumière, la persuasion, avant que leur masse et leur effervescence empêchent la voix du magistrat d'arriver à toutes les oreilles et d'agir sur toutes les âmes ; il doit pouvoir aussi faire apparaître à propos quelque force publique, seulement pour annoncer la présence de la loi et la vigilance du magistrat, ou pour préserver au besoin les hommes paisibles, les femmes et les enfants que les séditieux ne manquent jamais d'entraîner dans leur marche. Autrement, que serait-ce que le ministère du magistrat de police ? Réduit à n'arriver qu'au milieu des désordres, il ne pourrait employer d'armes que le canon. Réduit à n'agir que contre des rassemblements mélangés de coupables et d'innocents, il faudrait qu'il les frappât tous d'une mort commune.

Ainsi, n'ayant pas pu ou n'ayant pas voulu préserver les hommes paisibles, les femmes, les enfants, du torrent de la sédition, il serait réduit à les massacrer ! Les femmes, les enfants seraient là par sa négligence ou par son insuffisance, et il les en rendrait victimes ! Ils ne demanderaient qu'à se jeter dans les bras du magistrat, et le magistrat les exterminerait ! Retenus par la violence au milieu de ceux qui les auraient entraînés, ils demanderaient vengeance à la loi, et la loi les frapperait ! Et sous quel prétexte ? Pour garantir le citoyen dont l'existence ou la propriété sont en péril. Eh ! ceux qui sont actuellement la proie des séditieux doivent-ils donc être sacrifiés à la sûreté de celui qui peut le devenir ? Non. Et il ne faut pas se le dissimuler ;

Quand le magistrat ordonnerait de faire feu sur de tels rassemblements, le soldat, le bronze même ne lui obéirait pas.

La loi existant, le contrat du magistrat municipal avec sa place est donc qu'il se soumette à l'obligation de réprimer les attroupements désordonnés, à condition qu'il aura la faculté ou si l'on veut, qu'il sera soumis à l'obligation de les prévenir par tous les moyens qui seront en son pouvoir, ou de les réprimer avant qu'ils soient grossis par leurs violences mêmes ou par longue apparence d'une légalité qu'aucune opposition du magistrat ne laisse suspecter.

Cela posé, s'il arrive que des circonstances impérieuses et hors de la puissance du magistrat lui ravissent ou affaiblissent dans sa main les moyens, soit de prévenir les attroupements, soit de les réprimer au moment de leur formation soudaine, et lorsqu'ils ne sont encore composés que de séditieux, la justice veut qu'il soit dégagé de l'obligation de les réprimer ensuite, si on lui enlève la puissance de la raison et l'influence de la parole, ou la certitude qu'il ne marche que contre une faction manifestement mal intentionnée, il peut dire : je laisse là vos canons. Il peut aller plus loin ; il peut soutenir que l'action de la force n'est autorisée que quand les autres moyens prescrits par la loi ont été épuisés, ou qu'elle agit sans délai contre les attroupements imprévus et impossibles à contenir.

D'après ces principes, Messieurs, la municipalité aura justifié pleinement sa conduite dans toutes les périodes de la journée du 20 juin, en vous disant, « je n'ai pas prévenu un rassemblement. Je n'ai pas pu exécuter à la rigueur la loi qui défend tout rassemblement armé, parce que la loi est infirmée par une sorte de désuétude, et que la désuétude est connue de l'Assemblée nationale.

Je n'ai pu contenir le rassemblement que par une force résistante, et la force mal commandée n'a pas été résistante.

Je n'aurais pu le réprimer que par la force agissante ; mais lorsque la répression est devenue le seul moyen d'empêcher le désordre, les personnes à réprimer et les personnes à préserver étaient mêlées ensemble. Le rassemblement lui-même était composé, pour la plus grande partie, de citoyens bien intentionnés, qui croyaient assister à une fête, non à une émeute. »

Ici, Messieurs, il reste à éclaircir si M. le maire a fait ce qu'il devait faire pour mettre un terme au désordre, pour le tempérer, n'ayant pu le prévenir ; et d'abord on demande s'il n'est pas arrivé trop tard chez le roi.

C'est à quatre heures que la cour royale a été forcée ; c'est à 4 h. 30 qu'un adjudant a prévenu M. le maire de cet événement. Vers les cinq heures, il était à la cour des princes. Il y avait de l'embarras dans les cours et sur la place du Carrousel. M. le maire fut quelque temps avant de pénétrer au château. Il fut arrêté sur l'escalier, et il parla à la foule... Il fut arrêté de même dans les salles ; et il parla au nom de la loi. Ce furent ces obstacles qu'il rencontra à chaque pas qui l'empêchèrent de paraître immédiatement après son arrivée dans la salle où était le roi. Son retard donc était l'effet de l'événement même, et n'en eut pas une circonstance coupable.

On fait deux autres reproches à M. le maire, M. Le Crosnier et M. Vinffray qui ont fait des déclarations devant le juge de paix de la section des Tuileries, disent que M. le maire a entendu, très près de lui, tenir au roi des propos menaçants, et que M. Pétion ne les a pas réprimés.

D'autres témoins et en plus grand nombre, déclarent que M. Pétion a loué le peuple de la dignité avec laquelle il avait présente sa pétition.

Messieurs, je réunis ces deux inculpations et je suppose que les faits soient vrais. Elles me semblent ne prouver qu'une chose, c'est que le maire alarmé pour le roi, et aussi pour l'honneur du peuple, ne voulait que motiver l'éloignement auquel il l'invitait, et auquel il était impossible et dangereux de le contraindre ; c'est qu'il sacrifiait sa rigidité à la prudence et à l'inquiétude ; le grand point, le grand intérêt était de calmer ou de contenir les passions farouches, ou les intentions perverses qui pouvaient, d'un moment à l'autre, se déclarer dans quelques individus du rassemblement. L'autorité municipale était réduite à composer, pour épargner de grands malheurs ; elle ne serait plus elle-même, si elle était obligée d'être toujours inflexible comme la justice.

Eh ! Messieurs, avant que M. Pétion parlât ce langage qu'on lui attribue, un député par le même motif, sans doute, avait donné au peuple l'espérance que le roi aurait égard à sa juste représentation,

Au fond du cœur, M. Pétion a été désolé de l'événement du 20 juin. Il m'a montré ce sentiment le lendemain, dans la seule entrevue que j'ai eue avec lui depuis ce jour et c'était au château où nos devoirs nous réunirent un moment. Si j'avais à le juger, comme juré, d'après ma conviction intime, je n'hésiterais pas une seconde à l'acquitter honorablement, et je ne puis moins faire pour lui, quand je n'ai qu'une voix consultative à émettre sur sa conduite, que si j'avais à donner une opinion décisive.

A l'égard des autres officiers municipaux considérés dans la dernière période des faits que je viens de parcourir, aucun reproche ne s'est élevé sur leur compte. Le zèle qu'ils ont montré en ce moment pour faire respecter le roi, et notamment M. Mouchet, me paraît jeter un jour très favorable sur leur conduite antérieure dans la journée du 20.

Avant de conclure, Messieurs, sur cette affaire, je déclare que, personnellement, je regarde comme le comble de la démence ou de la scélératesse tout ce qui tend à la désorganisation ou à la division, non seulement des pouvoirs, mais même des esprits, dans la circonstance déplorable où nous nous trouvons, en présence des étrangers qui nous menacent.

Je pense que toute attaque livrée à l'autorité constitutionnelle du roi est un principe de division, peut-être de désorganisation ; je crois qu'il est également coupable et de vouloir gouverner le pouvoir exécutif avec le canon du faubourg Saint-Antoine et de vouloir gouverner le pouvoir législatif avec l'épée des généraux d'armée ; je pense que la Constitution, qui suivant tant de gens va perdre la Constitution, peut au contraire seule la sauver ; je ferai sur cela une profession de foi très publique, dès que l'affaire qui vous occupe en ce moment sera terminée, et que je pourrai répondre à la lettre que M. Manuel m'a écrite et a imprimée dans les papiers publics. Mais c'est par une suite de mes opinions mêmes, Messieurs, que je m'estime heureux de n'avoir trouvé dans la conduite de la municipalité aucun fait qui pût asseoir une suspension ou un renvoi aux tribunaux. Il importe, sans doute, à la nation que le domicile du roi, qui n'a pu être préservé, soit du moins vengé par la loi ; mais c'est aux tribunaux à chercher les coupables et à les punir. Ils les trouveront aisément. Ils sont ailleurs que dans la municipalité : la voix publique, la notoriété les accusent assez hautement. Considérez aussi que l'intérêt public sollicite à l'approche d'une époque qui pourrait amener la réconciliation de

tous les partis, que rien ne sépare les autorités les unes des autres ; considérez que la scission du département et de la municipalité pourrait en entraîner des plus importantes encore. Je le répète, c'est un grand bonheur que la justice, que l'ordre public ne réclament, en cette circonstance, vengeance contre aucune autorité constitué.

Cependant, Messieurs, afin que M. le maire et M. Mouchet soient à même de lever jusqu'au moindre nuage, qui, aux yeux des malveillants, pourrait rester sur leur conduite, et aussi pour statuer régulièrement sur le renvoi qui vous est fait par le juge de paix de la section du Roi-de-Sicile, je conclurai à ce que les déclarations reçues tant par le juge de cette section que par celui des Tuileries, soient communiquées à M. le maire et à M. Mouchet.

Conclusions.

Je requiers que le conseil déclare qu'il n'y a lieu à suspendre le maire de ses fonctions, ni les administrateurs de police, ni le procureur de la commune de la municipalité de Paris ; et que cependant les déclarations reçues par le juge de paix de la section des Tuileries et celui de la section du Roi-de-Sicile seront communiquées à M. le maire de Paris et à M. Mouchet, officier municipal, pour y être fourni par eux telles observations qu'ils jugeront convenables, et lesdites observations être rapportées au conseil si les circonstances exigent qu'il reste assemblé, sinon au directoire.

Rœderer, procureur général syndic du département.